

ANNEXE

APPEL A CONTRIBUTION

ÉQUIPEMENTS NUMÉRIQUES ET COMMUNS URBAINS

LE CROSNIER HERVE¹, VIDAL PHILIPPE²

Après une longue éclipse pratique et théorique, la question des communs revient depuis quelques années travailler les activistes comme les chercheurs. L'attribution du « Nobel d'Économie » à la politiste Elinor Ostrom en 2009 a suivi et amplifié la *Renaissance des communs* (Bollier, 2014 ; Coriat, 2015) qui s'est enclenchée au début des années quatre-vingt-dix, autour de la publication de l'ouvrage majeur d'Ostrom *Governing the commons* (Ostrom, 1990) consacré aux communs naturels. Parallèlement, s'est posée la question du statut et du mode de gouvernance de l'internet comme nouveau commun, tant en termes d'infrastructures (Benkler, 2012) que d'adoption des protocoles ouverts. Les pratiques et prises de position des acteurs de l'internet des années utopiques ont abouti au tournant des années 2000 à la création d'un ensemble de propositions visant à renforcer les activités collaboratives et le partage des ressources numériques : licences juridiques d'ouverture (General Public Licence pour les logiciels en 1989 ; licences Creative Commons en 2002) ; ouverture de Wikipédia (2001) et d'OpenStreetMap (2007) ; mobilisations politiques et sociales sur la propriété intellectuelle (projets SOPA et ACTA) ou sur la neutralité de l'internet, développement de l'accès libre à la science... mettant en place un ensemble de communs de la connaissance (Le Crosnier, 2015).

Dans ce contexte général, la notion de communs éclaire l'analyse que l'on peut faire des nouvelles pratiques territoriales d'une part et de la réorganisation sociale et démocratique de l'autre (Dardot, Laval, 2014). Elle est cependant obscurcie par la généralisation de l'usage de termes émanant des pratiques collaboratives pour le seul bénéfice des plateformes de la *shared economy* : « partager », « amis », « cercles », « éco-

¹ Enseignant-chercheur en informatique et culture numérique à l'Université de Caen, et associé à l'Institut des Sciences de la Communication du CNRS.

² Enseignant-chercheur en géographie à l'Université du Havre, UMR IDEES 6266.

nomie collaborative » sont devenus des expressions à double-sens, s'éloignant de leurs acceptions sociales et relationnelles antérieures (Kennedy, 2013) pour couvrir des activités au sein d'écosystèmes propriétaires et interconnectés par des relations commerciales, transformant les activités collectives en ce que certains désignent comme du « digital labor » (Casilli, 2015).

Dans ce numéro thématique de la Revue Netcom, nous nous intéresserons principalement à la notion de **communs urbains**, et dans ce cadre, à la place spécifique des **équipements numériques** qui les supportent, les accompagnent et les rendent possibles. Ces équipements numériques ne se résument pas aux seuls investissements matériels propres à la société de l'information. Les infrastructures réseaux et leurs équipements dédiés, ainsi que les objets connectés (smartphone, ordinateurs, GPS, caméra, capteurs divers, etc.) prennent appui sur tout un ensemble de « dispositifs cognitifs collectifs » (Orléan, 2004) participant à l'éclosion d'applications servicielles dématérialisées et donnant naissance à des usages de plus en plus sophistiqués. Les plateformes et les services distants doivent également être considérés comme des infrastructures et des équipements en ce qu'ils permettent les interactions entre les différents terminaux et leurs usagers (réseaux sociaux) ou l'accès en mobilité aux informations et services (cloud computing).

L'objectif de ce numéro est de saisir les **phénomènes d'actions collectives soutenus ou permis par le numérique**. Quels nouveaux partages émergent au sein des territoires urbains ? Quels anciens *communs urbains* sont ravivés avec cet apport numérique ? Dans quelle mesure le numérique peut-il participer d'une certaine forme de détournement des *communs urbains* traditionnels ?

Nous attendons des études de cas, des comparaisons entre activités de construction des *communs*, soit dans plusieurs lieux, soit selon des méthodes distinctes. Nous attendons également des articles plus théoriques qui aident à définir ce vaste ensemble des *communs urbains* à l'heure du numérique.

Quatre grandes dimensions peuvent être interrogées : (I) Les nouvelles gouvernances urbaines à l'heure des données ouvertes ; (II) Sociabilités électro-urbaines et économie du partage ; (III) Communs cartographiques et réappropriations de l'espace public ; (IV) le rôle du numérique dans le détournement/retournement des communs urbains.

LES NOUVELLES GOUVERNANCES URBAINES A L'HEURE DES DONNEES OUVERTES ?

Comment les citoyens participent-ils à la définition de l'urbanisme de leur quartier, des zones à rénover ou des friches à construire ? En la matière, quel rôle joue le numérique dans cette nouvelle forme de gouvernance participative et de gestion collective des espaces urbains ? Les « chartes urbaines » dont le mouvement est lancé

suite à l'expérience de Bologne, définissent des partenariats entre les citoyens actifs dans la maintenance de leur ville et les pouvoirs publics. Ceci est particulièrement sensible dans le domaine de la gestion de l'eau (Luccarelli, 2013). Constituent-elles des expériences fécondes et reproductibles ? L'ouverture des données publiques provenant des collectivités territoriales (open data), données dont le principe de gratuité a été réaffirmé par le gouvernement Ayraut lors du premier Comité Interministériel pour la Modernisation de l'Action Publique (CIMAP), trace-t-elle de nouvelles perspectives pour les politiques de développement urbain ? En quoi est-ce significatif d'une volonté de changement ? Cette logique de co-construction des services de proximité, pour l'instant balbutiante, qui semble susciter l'adhésion à certains endroits (Rennes, Montpellier, Bordeaux, Nantes, Lyon...) mais qui reste le plus souvent faiblement perçue dans d'autres, annonce-t-elle une tendance de fond dans la façon d'instruire désormais les politiques publiques locales ? Le mouvement de l'Open data renferme-t-il en lui-même des promesses de politiques alternatives de développement urbain au sein desquelles apparaîtraient effectivement de « nouveaux acteurs territorialisés » sur la scène publique locale ? D'autres données traversent les villes truffées de capteurs, récupérant les *big Data* en provenance des dispositifs domestiques (smartphones, montres connectés, compteurs « intelligents », etc.) (Peugeot, 2012). Ces données permettent-elles de construire du *commun* ou sont-elles principalement exploitées par des plateformes propriétaires ?

SOCIABILITÉS ELECTRO-URBAINES ET ECONOMIE DU PARTAGE

Les sociabilités urbaines sont profondément transformées par l'utilisation des médias sociaux. L'usage des biens reprend le pas sur la propriété avec le développement d'une économie du partage ou en pair-à-pair (Bauwens, 2015). Les outils numériques jouent un rôle important dans la capacité des populations à construire ces communs, à réinventer les manières de protester, de financer des projets, d'échanger des savoir-faire, de se déplacer, de se loger, de se divertir et, finalement, de « refaire société » (Rosanvallon, 2011). Le retour des cultures maraîchères dans les villes (permaculture, jardins partagés...), des circuits courts (Amap, drive fermier...), des mobilités douces et d'un urbanisme participatif, sont des signes d'une nouvelle approche de la ville qui peut se penser sous l'angle des communs et dans laquelle le numérique joue un rôle organisateur. Les questions qui se posent ici portent sur les nouvelles sociabilités urbaines générées par l'économie du partage. En quoi renouvellent-elles le rapport à l'espace urbain ? Dans quelle mesure le numérique permet-il de créer des sociabilités d'interstices ou révèle-t-il des formes nouvelles d'hyperspatialité (Lussault, 2014) et de co-spatialité ? Les communs urbains renouvelés par le numérique permettent-ils de penser la coexistence des espaces à l'intérieur d'un même continuum territorial ? Les pratiques numériques de la sociabilité, notamment en mobilité, définissent un nouvel espace urbain, qui réalise une symbiose entre l'écosystème numérique et la présence physique (applications de rencontre, géolocalisation dans les médias sociaux,...). La géographie culturelle, la définition du lieu de l'interaction s'en trouvent modifiés

(Schneider, 2013). Peut-on laisser les bénéfices de ces nouveaux comportements sociaux aux seules plateformes de médias sociaux, ou bien la participation des usagers nécessite-t-elle de penser les relations socio-numériques et les données qu'elles génèrent comme un nouveau commun ? Comment les monnaies locales ou alternatives peuvent modifier les relations économiques dans les territoires ? Quel est l'apport des plateformes de financement participatif ? Comment la conception de la monnaie virtuelle comme commun participe de ces transformations urbaines, et quel est le rôle joué par les infrastructures numériques (modèle « blockchain ») ?

COMMUNS CARTOGRAPHIQUES ET REAPPROPRIATIONS DE L'ESPACE PUBLIC

Le 1 mai 2000, date de l'ouverture au grand public du GPS américain, a rendu possible la création d'un grand nombre d'applications embarquées sur les smartphones et autres dispositifs mobiles et connectés. La cartographie numérique, notamment au travers de la « géographie volontaire » (Bakis, Valentin, 2010), a pris un nouveau tournant, à un point tel qu'il devient désormais possible de parler d'un commun cartographique. À l'image de Geonames, d'OpenStreetMap, ou des éléments géolocalisés de Wikipédia, la question de l'enrichissement collectif des données cartographiques se pose (extension du commun cartographique,) de même que les conditions d'utilisation de ce commun cartographique dans une logique non marchande et *open source* pour un meilleur accès au domaine public. Qu'est-ce qui se tisse dans les villes autour d'une appropriation de l'espace public désormais médiée par le numérique géolocalisé ? Dans quelle mesure ces communs cartographiques représentent-ils réellement des alternatives aux services privés de cartographie ? Comment cette cartographie participative se nourrit-elle des données géographiques publiques délivrées gratuitement ? Comment concevoir le continuum qui existe entre les notions de domaine public et celle des communs urbains ? Comment permettre au plus grand nombre des habitants de s'appuyer sur ces *communs cartographiques* pour se réapproprier leur espace public et éviter les risques d'enclosure (les formes d'exclusion de l'usage du *commun*) ?

LE ROLE DU NUMERIQUE DANS LE DETOURNEMENT DES COMMUNS URBAINS

Toutes ces questions montrent l'importance d'une analyse du renouvellement urbain sous l'angle des *communs*. La participation citoyenne, l'action de nouveaux mouvements sociaux, notamment dans le domaine culturel (Rodotà, 2012 ; Festa, 2012) participent d'une réappropriation des lieux qui projette une nouvelle conception de l'espace commun. Dans le même mouvement, existent également les possibilités de détournement de l'usage des *communs* au profit de structures verticales, voire pyramidales, la mise en place d'une captation privée de la valeur ainsi socialement et collectivement produite. Le numérique collaboratif en tant que *commons pool resource*, peut se retrouver à servir malgré lui de ressource au secteur marchand, et, se faisant, aller à l'encontre de la philosophie de départ. Comment mettre en œuvre des *partenariats pu-*

blic communs parfois en bonne intelligence avec des acteurs privés commerciaux ? Quels types de négociations multiacteurs semblent en mesure de préserver l'esprit des *communs urbains* et l'activité collaborative (Bollier et Helfrich, 2015) médiés par le numérique ?

SOUSSION D'ARTICLES SCIENTIFIQUES

Les articles, d'une longueur de 15 à 20 pages, doivent comporter, en première page, les coordonnées complètes de l'auteur (ou des auteurs), un titre, un résumé et des mots-clés en français et en anglais.

Les articles seront évalués en double aveugle.

SOUSSION DE NOTES SCIENTIFIQUES

En complément des articles scientifiques, cette rubrique contient des notes de recherches qui n'ont pas le statut d'article évalué en double aveugle mais qui présentent tout de même un intérêt pour leur caractère novateur ou pour la qualité de la problématique posée et des pistes envisagées. Ce sont des textes plus courts que les articles (5 à 10 pages) soit entre 10000 et 15000 caractères qui doivent apporter un complément utile à la thématique de ce numéro spécial. Ce type de contribution est également souhaité pour permettre au lecteur de comprendre les enjeux ou l'intérêt de prolonger la réflexion dans le cadre d'une future recherche.

INSTRUCTIONS AUX AUTEURS

Articles scientifiques et notes scientifiques peuvent être publiés en français et/ou anglais.

Les contributions sont à envoyer à Hervé Le Crosnier (herve.lecrosnier@unicaen.fr) et Philippe Vidal (philippe.vidal@univ-lehavre.fr)

- Hervé Le Crosnier est enseignant-chercheur en informatique et culture numérique à l'Université de Caen, et associé à l'Institut des Sciences de la Communication du CNRS.
- Philippe Vidal est enseignant-chercheur en géographie à l'Université du Havre, UMR IDEES 6266.

Les modalités de mises en forme sont disponibles sur : <http://netcom.revues.org/956>

Plus d'informations sur la revue : <http://netcom.revues.org/>

CALENDRIER INDICATIF

- 1 avril 2016 : Appel à contribution.
- 01 décembre 2016 : Soumission des propositions.
- 1er février 2017 : Retour d'évaluation des propositions.
- 1er avril 2017 : Renvoi des articles modifiés par les auteurs
- Juin 2017 : Publication du numéro.

CALL FOR PAPERS FOR NETCOM JOURNAL

DIGITAL EQUIPMENT AND URBAN COMMONS

LE CROSNIER HERVÉ³, VIDAL PHILIPPE⁴

After a long period of obfuscation, both on a practical and theoretical level, the question of the commons has recently resurfaced and is very much on the minds of activists and researchers alike. The “Economics Nobel” was awarded to the political scientist Elinor Ostrom in 2009 and this event accompanied and amplified the *Renaissance of commons* (Bollier, 2014; Coriat, 2015). It was set in motion at the beginning of the nineties, surrounding the publication of the major work by Ostrom, *Governing the commons* (Ostrom, 1990), the subject matter of which was the natural commons. At the same time, the question arose as to the status of the Internet as a new common, in the dual sense of common infrastructure (Benkler, 2012) and the mode of governance for adopting open protocols. The practices and positions of the actors on the Internet during the utopian years resulted, during the early 2000s, in the creation of a set of proposals aimed at reinforcing collaborative actions and sharing digital resources: legal operating licences (General Public Licence for software in 1989; Creative commons licences in 2002); opening of Wikipedia (2001) and OpenStreetMap (2007); political and social movements on intellectual property (SOPA and ACTA projects) or on the neutrality of the Internet, developing free access to science, etc.; creating common pools of knowledge (Le Crosnier, 2015).

Within this general context, the notion of commons sheds light on the analysis that can be conducted of new territorial practices on the ground, on the one hand, and of the social and democratic reorganisation on the other (Dardot, Laval, 2014). However, it is clouded by the generalisation of terms used in collaborative practices for the sole benefit of the so called shared economy platforms; “sharing”, “friends”, “circles”, “collaborative economy” have become expressions with double meanings, having strayed from their former social and interpersonal accepted meanings (Kennedy, 2013) to cover activities within proprietary ecosystems and interconnected through commercial relationships, transforming collective activities into what some people designate as “digital labour” (Casilli, 2015).

In this thematic issue of the *Revue Netcom*, our interest principally focuses on the notion of **urban commons**, and in this framework, on the specific place of **digital equipment** which supports them, accompanies them and makes them possible. These digital devices are not just hardware investments specific to the information society. The network infrastructures and their dedicated devices as well as the objects

³ Enseignant-chercheur en informatique et culture numérique à l’Université de Caen, et associé à l’Institut des Sciences de la Communication du CNRS.

⁴ Enseignant-chercheur en géographie à l’Université du Havre, UMR IDEES 6266.

connected (smartphones, computers, GPS, cameras, various sensors, etc.) build on a whole set of “collective cognitive devices” (Orléan, 2004) contributing to the appearance of dematerialised service-based applications and developing increasingly sophisticated utilisations. Remote platforms and services should also be considered as infrastructure and equipment in that they enable interaction between different terminals and their users (social networks) or mobile access to information and services (cloud computing).

The objective of this issue is to gain a better understanding of the **phenomena of collective actions supported or made possible by digital technology**. What new forms of sharing have emerged within urban territories? Which former *urban commons* have been reactivated with this digital contribution? To what extent can digital technology relate to a certain form of departure from the traditional *urban commons*?

We look forward to case studies, comparisons between activities of *commons* construction, either in several places or according to distinct methods. We also anticipate more theoretical articles, helping to define this vast collection of urban commons in the digital age.

Four broad dimensions can be examined : (I) The new types of urban governance in the era of open data ; (II) Electro-urban sociabilities and the sharing economy ; (III) Cartography of the commons and re-appropriation of public space ; (IV) the role of digital technology in the departure from and turnaround of urban commons.

THE NEW FORMS OF URBAN GOVERNANCE IN THE AGE OF OPEN DATA

How do citizens contribute to the definition of urban planning in their areas, areas that need renovating or wasteland to build on? In this respect, what role does digital technology play in this new form of participatory governance and collective management of urban spaces? The “urban charters”, whose movement was launched following the Bologna experiment, define partnerships between citizens who are active in the maintenance of their town and the public authorities. This applies particularly to the area of water management (Luccarelli, 2013). Do these charters constitute fruitful and reproducible experiments? With regard to public open data from local authorities, the cost-free principle of which was again confirmed by the Ayrault government during the first Comité Interministériel pour la Modernisation de l’Action Publique (CIMAP – Inter-ministerial committee for the modernisation of public action), do they outline new perspectives for urban development policies? How significant is it of a willingness to change? Does this logic of co-construction of local services, as yet in its early stages, which seems to have raised awareness in some places (Rennes, Montpellier, Bordeaux, Nantes, Lyon etc.) but most frequently remains of little interest in others, herald a fundamental trend in the way to conduct local public policies from now on? Does the Open Data movement in itself include the promises

of alternative policies of urban development within which “new territorialised actors” would effectively appear on the local public scene? Other data travel through towns packed with sensors, collecting *big Data* from domestic devices (smartphones, smart watches, intelligent power metering, etc.) (Peugeot, 2012). Will these data make it possible to build *commons* or are they mainly exploited by proprietary platforms?

ELECTRO-URBAN SOCIABILITIES AND THE SHARING ECONOMY

Urban sociabilities have been profoundly transformed by the use of social media. The use of goods has overtaken property with the development of a sharing or peer-to-peer economy (Bauwens, 2015). Digital tools play an important part in the ability of populations to build these commons, to reinvent means by which to protest, to finance projects, to exchange know-how, to get around, to find accommodation, to be entertained and lastly, to “remake society” (Rosanvallon, 2011). The return of market gardens in towns (permaculture, community gardens etc.), short channels (CSAs, on-farm retail, etc.), soft modes of transport and participatory urban planning, are signs of a new approach to the town that can be re-imagined within the context of the commons and in which digital technology plays a facilitating role. Questions arise here that focus on the new urban sociabilities generated by the sharing economy. How do they renew the relationship to the urban space? To what extent does digital technology make it possible to create sociabilities in the interstices or expose new forms of hyper spatiality (Lussault, 2014) and co-spatiality? Can urban commons renewed by digital technology make it possible to imagine the coexistence of spaces within the same territorial continuum? Digital practices of sociability, notably in mobility, define a new urban space which accomplishes a symbiosis between the digital ecosystem and the physical presence (dating apps, geolocation in social media, etc.). The cultural geography, the definition of the place where interaction takes place, is altered (Schneider, 2013). Can the benefits of these new forms of social behaviour be left solely to social media platforms, or does the participation of users require an examination of the socio-digital relationships and data they produce as a new common? How can local or alternative currencies alter the economic relationships in the territories? What contribution is made by participative funding platforms? How does the conception of a virtual currency as a commons participate in these urban transformations, and what role is played by the digital infrastructures (“blockchain” model)?

CARTOGRAPHICAL COMMONS AND RE-APPROPRIATION OF THE PUBLIC SPACE

1st May 2000 is the date the American GPS opened to the wider public and made it possible to create a large number of embedded apps on smartphones and other mobile, connected devices. Digital mapping, notably by means of “volunteer geography” (Bakis, Valentin, 2010), has taken a new direction, to the extent that it has now become possible to talk about a cartographical common. Like Geonames, Open-

StreetMap, or geolocated elements in Wikipedia, the question of collective enhancement of cartographic data has arisen (extension of the cartographic data), as well as the conditions of use of this cartographic commons in a non-marketable and *open source* logic, for better access to the public domain. What has been forged in towns around an appropriation of the public space from now on mediated by geo-located digital technology? To what extent do these mapped commons really represent alternatives to private mapping services? How does this participatory mapping feed on public geographic data delivered free of charge? How should the continuum that exists between the notions of public domain and that of urban commons be understood? How should the largest number of inhabitants be able to rely on these *mapped commons* in order to re-appropriate the public space and avoid the risk of enclosure?

THE ROLE OF DIGITAL TECHNOLOGY IN THE DEPARTURE FROM THE *URBAN COMMONS*

All these questions show how important it is to analyse urban renewal from the angle of the *commons*. Citizen participation, action from new social movements, namely in the cultural field (Rodotá, 2012; Festa, 2012) participate in re-appropriating places with the prospect for a new conception of the common space. In line with the same general movement, possibilities also exist for diverting from the use of the *commons* in favour of vertical structures, indeed pyramidal ones, with the implementation of a private capture of the value thus socially and collectively produced. Collaborative digital technology as *commons pool resource*, may find itself acting, despite itself, as a resource for the market sector and, by doing this, going against its initial philosophy. How should *common public partnerships* be implemented, sometimes with private business players on a mutual understanding? What sort of multi-stakeholder negotiations appear capable of preserving the spirit of *urban commons* and collaborative activity (Bollier and Helfrich, 2015) mediated by digital technology?

SUBMISSION OF SCIENTIFIC PAPERS

Papers should be 15 to 20 pages long, should include, on the first page, the authors (or authors') complete details, a title, an abstract and keywords in French and English.

The papers will be assessed by means of a double blind review.

SUBMISSION OF SCIENTIFIC NOTES

In addition to scientific papers, this category contains research notes that do not have the status of the double-blind review paper but which nevertheless present an interest as to their innovative character or for the quality of the issues raised and the approaches considered. These are shorter texts than the papers (5 to 10 pages) either between 10000 and 15000 characters which must add a useful complement to the subject thematic of this special issue. This type of paper is also welcome in order

to enable the reader to understand the issues or the interest in furthering reflection within the scope of future research.

INSTRUCTIONS FOR AUTHORS

Scientific papers and scientific notes may be published in French and/or English.

Papers should be sent to Hervé Le Crosnier (herve.lecrosnier@unicaen.fr) and Philippe Vidal (philippe.vidal@univ-lehavre.fr)

- Hervé Le Crosnier is a university lecturer and researcher in computer science and digital culture at the Université de Caen, and associate researcher at the Institut des Sciences de la Communication du CNRS.
- Philippe Vidal is a lecturer and researcher in geography at the Université du Havre, UMR IDEES 6266

Stipulations with regard to formatting can be found on : <http://netcom.revues.org/956>

More information about the journal : <http://netcom.revues.org/>

INDICATIVE TIMETABLE

- 1 April 2016: Call for papers.
- 15 September 2016: Submission of proposals.
- 1 November 2016: Return of proposal reviews.
- 1 December 2016: Return of papers with authors' revisions
- 2017: Publication of the issue.

Bakis, Henry et Valentin, Jérémie, « Amateurisme cartographique et géographique à l'heure du web 2.0 », *Netcom*, 24-1/2 | 2010, 109-132.

Bauwens, Michel (2015) *Sauver le monde : vers une économie post-capitaliste avec le peer-to-peer*, Les Liens qui Libèrent.

Benkler, Yochai (2012), « Commons and Growth: The Essential Role of Open Commons in Market Economies », In: Frischmann, Brett M. (ed), *Infrastructure: The Social Value of Shared resources*, Oxford, 2012.

Bollier, David (2014) *La renaissance des communs*, ECLM.

Bollier, David and Helfrich, Silke (2015), *Patterns of Commoning*, Commons strategy group.

Casilli, Antonio et Cardon, Dominique (2015) *Qu'est-ce que le digital labor ?*, Paris : Institut national de l'audiovisuel

Coriat, Benjamin (coord.) (2015), *Le retour des communs, la crise de l'idéologie propriétaire*, Les Liens qui Libèrent.

Dardot, Pierre et Laval, Christian (2014), *Commun : essai sur la révolution au XXIe siècle*, La Découverte.

Festa, Daniela (2012), « Dalla rete di cittadini attivi all'occupazione dell'Ex-Cinema Palazzo : verso uno spazio pubblico » In *Urbanistica Informazioni*, Allegato al N° 239-240 Evoluzione dello spazio pubblico, materiali, forme, processi, Istituto Nazionale Urbanistica, INU Edizioni, 2012.

Kennedy, Jenny (2013), « Rhetorics of sharing: data, imagination and desire », In: Lovink, Geert et Rasch, Myriam, *Unlike us reader: social media monopolies and their alternatives*, Amsterdam, Institute of Network cultures.

Le Crosnier, Hervé (2015), *En-communs : une introduction aux communs de la connaissance*, C&F éditions.

Lucarelli, Alberto (2013), « La remunicipalisation de l'eau à Naples : droit à l'eau et théorie juridique des biens communs », *Rampedre*, http://www.rampedre.net/implementation/themes/eau_bien_commun_et_droit_%C3%A0_l'eau

Lussault, Michel (2014), "Hyperspatialité.", *EspacesTemps.net*, 15.07.2014 <http://www.espacestemp.net/articles/hyperspatialite/>

Orléan (A.), (dir.), 2004. – Analyse économique des conventions, Paris, Quadrige /PUF, première édition en 1994, 448 p.

Orsi, Fabienne (2013), « Elinor Ostrom et les faisceaux de droits : l'ouverture d'un nouvel espace pour penser la propriété commune », *Revue de la Régulation*, 14, automne 2013. <http://regulation.revues.org/10471>

Ostrom, Elinor (1990), *Governing the commons : the evolution of institutions for collective action*, Cambridge UP, 1990 (en français : *La gouvernance des biens communs : Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, De Boeck, 2010)

Peugeot, Valérie (2013), « Collaborative ou intelligente ? La ville entre deux imaginaires », In Carmes, Maryse et Noyer, Jean-Max, *Devenirs urbains*, Ed. Mines Paristech.

Rodotà, Stefano (2012) « Il valore dei beni comuni », intervention Teatro Valle, 6 janvier 2012 <http://www.teatrovalleoccupato.it/il-valore-dei-beni-comuni-di-stefano-rodota>

Rosanvallon, Pierre (2011), *Refaire société*, Collectif La république des idées, éditions du Seuil, 90 pages ; Date de parution : 03/11/2011 ;

Schneider, Elisabeth (2013) *Économie scripturale des adolescents : enquête sur les usages de l'écrit de lycéens*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Caen, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00911228/>

